

À la commission syndicale suisse

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **18 (1926)**

Heft 4

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383578>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

propriétaire. En réalité, il l'a récupérée entièrement sur le locataire. Il est clair que les villes en sont plus chargées que les localités campagnardes. Dans les villes, il faut contribuer aux frais de construction de rues, de canalisations, eau et gaz, l'éclairage et l'entretien des rues. L'impôt foncier est généralement payé comme impôt sur la fortune. Les sommes en sont importantes ainsi que le démontre, par exemple, la ville de Berne. Le taux de l'impôt foncier est à Berne de 3,7‰ pour la commune et 3‰ pour le canton. Une propriété foncière estimée à fr. 100,000 est grevée d'une hypothèque de fr. 50,000; il faut donc payer au canton fr. 150 (après déduction des dettes), et à la ville fr. 370 (sans déduction des dettes), soit au total fr. 520. Si l'on admet qu'une maison d'habitation possède cinq logements, cela fait pour chacun d'eux une charge de fr. 100 par an.

Il est facile de faire un calcul analogue pour d'autres cantons en se basant sur les impôts que l'on y prélève.

Nos recherches seraient incomplètes si nous passions sans autres sur l'influence que peuvent présenter sur les loyers les frais de construction. Nous avons, il est vrai, déjà fait allusion plus haut que l'influence revenant aux salaires a été fortement exagérée. Mais ils doivent évidemment aussi être pris en considération. L'Annuaire statistique de la ville de Berne nous donne aussi bien pour les salaires que pour les prix des matériaux de construction et pour les frais de construction en général de précieuses indications.

Prix de matériaux de construction, frais de construction et salaires payés aux ouvriers à Berne, par rapport à 1914 si 1914 = 100.

a) Matériaux de construction:

Eviers	262
Tuiles	294
Briques	285
Chaux grasse	358
Gyps	279
Chaux	203
Ciment de Portland	185
Planches de pins	215
Courroies de planches en sapin	179
Planches de sapin	176
Bois de construction de sapin	197
Huile de thérebentine	165
Huile de lin	149
Couleurs (blanc de zinc)	162
Verre à vitre	190
Tuyaux pour conduites	233
Poutres de fer	168
Fers ronds	183
Baignoires	94
Cuvettes de W.-C.	101
Tôle	179

b) Frais de construction et salaires, 1914 = 100:

	Salaires 1924		Frais de construction 1924
	Ouvriers qualifiés	Ma-nœuvres	
Terrassiers	—	—	219
Maçons	207	241	174
Poseurs de planelles	161	—	
Charpentiers	199,5	236	182
Couvreurs	223,1	276,6	288
Menuisiers	207,1	228,6	217
Parquetteurs	205,8	—	
Gypsiers	219,2	210,8	278
Ferblantiers	197,3	—	243
Serruriers	195,6	181,5	242
Peintres	218,1	219,2	300
Vitriers	—	—	348
Tapissiers	—	—	233

	Salaires 1924		Frais de construction 1924		
	Ouvriers qualifiés	Ma-nœuvres			
Poitiers	213,6	—	227		
Installateurs	203,1	190,2	164		
Electriciens	208,2	—	180		
Ville, embranch. de canal. } » » gaz, eau } » » électricité }	274	258	239		
Imprévus			—	—	174
Plans, surveillance des travaux			—	—	217

Moyenne 199

Coût de la construction par mètre cube:

1914	1918	1919	1921	1922	1924
28,1	75,1	77,5	71,5	56,8	56,2

D'une manière générale, l'augmentation des prix des matériaux est normale. Elle est trop élevée pour quelques sortes de bois, le gyps, la chaux grasse, les briques, les éviens et tuyaux. Ces matériaux sont en général entre les mains d'industries trustifiées.

L'augmentation des salaires est en moyenne plus que doublée. Cela ne veut nullement dire qu'ils sont trop élevés, au contraire. Il est heureux de voir que les ouvriers du bâtiment ont pu sortir en quelque sorte de leurs misérables conditions de travail d'avant-guerre.

D'après les constatations de l'Office statistique de la ville de Berne, les frais de construction ont, dans l'ensemble, augmenté de 100 % depuis 1914. Sans doute, si nous comparions la façon de construire de 1914 et celle de 1924, verrions-nous que l'augmentation des constructions d'après-guerre est considérablement plus forte. Par contre, il faut aussi considérer actuellement les installations de lumière et de salles de bains que l'on n'avait pas toujours antérieurement.

Le système des soumissions est aussi un point critique. Dans les villes, il est particulièrement regrettable que les artisans soient obligés de participer financièrement à la construction d'immeubles locatifs. Il en résulte des devis plus élevés afin de récupérer d'éventuelles pertes. Ces artisans cherchent aussi à se dédommager dans des travaux faits pour les communes et l'Etat.

Après avoir recherché quels pouvaient être les facteurs essentiels dans la fixation des loyers, il nous reste à déterminer sur la base de ces faits quelles mesures de défense peuvent être envisagées. C'est ce que nous nous réservons de dire bientôt.



A la commission syndicale suisse

De nombreux délégués de fédérations et de cartels syndicaux cantonaux ont pris part à la séance de la commission syndicale le 4 mars à Olten.

Le comité syndical a fait le rapport sur les démarches faites en vue d'obtenir une concession au cimentière, pour y ériger un monument à la mémoire du camarade Greulich. Le camarade Dr Max Weber entrera en fonction le 1er mai au secrétariat de l'Union syndicale. Des plaintes sont parvenues contre le grand nombre de souscriptions lancées dans les organisations ouvrières; l'intervention du comité syndical est demandée. Le comité syndical n'est pas en mesure d'intervenir auprès d'organisations qui ne lui sont pas affiliées. Les organisations affiliées feront bien de limiter leur participation à ces souscriptions et d'examiner surtout dans chaque cas si les demandes faites sont d'un intérêt général. Des renseignements ont été fournis sur la création d'une banque syndicale. Le prochain congrès syndical international aura lieu en août 1927 à Paris.

L'Union syndicale ne pense pas participer à la conférence de l'émigration convoquée en mai 1926 à Londres, une décision définitive sera prise ultérieurement.

Le représentant des lithographes démissionnaire a été remplacé au comité syndical par le camarade Hochstrasser de la Fédération des relieurs. Un statut pour les employés de l'Union syndicale fut adopté selon les propositions soumises par le comité. De même qu'une caisse de pension et de retraite pour ce personnel.

Le projet d'organisation d'un voyage en Russie donna lieu à un vif débat. La décision suivante fut prise à une grande majorité:

« La commission syndicale suisse, prend connaissance à la séance du 4 mars à Olten, de la constitution d'un comité d'initiative pour l'organisation d'une délégation à envoyer en Russie, avec la collaboration de quelques cartels syndicaux.

La commission syndicale déclare qu'elle ne se laissera pas influencer par l'activité d'un semblable comité qu'inspire un parti politique et qu'elle ne participera pas à un voyage en Russie organisé de la sorte.

Considérant qu'un voyage sans préparation et sans programme, comme l'est celui projeté, ne peut pas remplir le but que se propose la classe ouvrière, c'est-à-dire de se documenter sur les conditions politiques, économiques et culturelles, la commission syndicale recommande à la classe ouvrière organisée de n'appuyer les efforts de ce comité d'initiative, ni par des sommes prélevées sur les caisses de fédérations ou de sections, ni par des souscriptions publiques, ni d'aucune autre manière.

L'envoi d'une délégation en Russie ne peut être envisagé qu'avec le consentement des fédérations et la collaboration de la Fédération syndicale internationale.»

Les statuts d'une caisse de vieillesse, invalidité-survivants à ériger dans l'Union syndicale suisse furent adoptés en principe et la commission chargea son comité de promouvoir énergiquement cette institution.

Le rapport annuel fut adopté sans discussion. Il en est de même du programme.

L'Union syndicale célébrera en 1930 le 50^{me} anniversaire de sa fondation. A cette occasion, une histoire de l'Union syndicale sera éditée. Cet ouvrage devra contenir une relation chronologique du mouvement syndical suisse et l'historique de son activité. Les travaux seront commencés immédiatement. Cette œuvre paraîtra en français et en allemand.



Le droit de l'ouvrier

Décision du Tribunal fédéral concernant le contrat de service. Après avoir travaillé quelques mois comme ouvrier de la voie, le plaignant G. avait été engagé par les Chemins de fer rhétiques le 1^{er} décembre 1908 en qualité de remplaçant surveillant. Conformément au contrat, la durée de fonctions était de deux ans, mais l'employé en cause pouvait être réélu pour une nouvelle période de même durée si trois mois avant l'expiration des deux ans l'engagement n'était pas dénoncé. En outre il était prévu que les rapports de service étaient résiliables moyennant avertissement de deux mois, même pendant la période administrative, si des raisons importantes l'exigeaient. Sont désignées comme telles: Grave faute de service, négligence continue dans l'exécution du service et inaptitude manifeste; sont réputées « graves fautes de service »: infidélité au service, résistance aux supérieurs, ivresse, inconvenance envers le public. Le plaignant avait, selon les prescriptions existantes, à adhérer à la caisse de pension et à y verser les cotisations statutaires. En outre les

statuts fixent que la sortie des Chemins de fer rhétiques entraîne également la sortie de la caisse et que si celle-ci n'a pas fourni de prestations à l'agent sortant, ce dernier a droit au remboursement sans intérêts des montants qu'il a versés. Ont droit à une rente à vie d'après les statuts les membres de la caisse devenus invalides après au moins cinq ans de service. Il en est de même de ceux qui perdent leur place après au moins 15 ans de service « sans qu'il y ait faute de leur part; par exemple, par suite des modifications de l'organisation de l'exploitation, de réduction du personnel, etc. ».

Or, en février 1923, G. fut déclaré coupable de complicité dans une affaire préméditée de mauvais traitements. Il s'était entendu avec une de ses connaissances pour maltraiter une personne qu'ils avaient des raisons de haïr. L'affaire prit une tournure malheureuse, l'auteur principal ayant, dans un moment d'excitation, sorti son revolver et fait feu sur la victime. L'auteur principal fut reconnu coupable de meurtre sans préméditations et condamné à une année et demie de prison seulement, en raison de circonstances atténuantes. G. fut condamné à un mois de prison avec trois ans de sursis.

Après cette condamnation, les Chemins de fer rhétiques dénoncèrent l'engagement de G. et prétendirent qu'il n'avait aucun droit aux prestations de la caisse de pension. Ainsi, il ne lui fut restitué que les montants versés par lui. G. porta plainte et revendiqua l'allocation de la rente à vie prévue par les statuts. Le tribunal de district de Plessur le débouta de sa plainte sur toute la ligne; le tribunal cantonal des Grisons, par contre, lui donna gain de cause en principe. Les Chemins de fer rhétiques en appelèrent au Tribunal fédéral, lequel a rendu son jugement définitif au commencement de février.

Le Tribunal fédéral a examiné à fond la question de savoir si le plaignant G. a perdu son droit aux prestations de la caisse par suite de ce que la résiliation de l'engagement est imputable à sa propre faute. Il est établi que le terme de « propre faute » ne s'applique pas seulement à des affaires de service pures, mais pour motiver la perte des droits à la caisse de retraite, la faute devrait être de telle nature qu'elle ait causé un préjudice à l'entreprise exploitée par la défenderesse. Or, dans le cas présent, il n'en est rien. Le plaignant s'est trouvé mêlé par hasard à une agression, mais il jouit d'une très bonne réputation et ses supérieurs ont toujours été contents de son travail. D'après le droit et l'équité, il n'y a pas plus un motif valable de résiliation prématurée que l'on ne peut relever une faute à la charge du plaignant qui soit de nature à le priver de son droit aux prestations de la caisse de pension. C'est pourquoi le Tribunal fédéral a tranché la question de principe en ce sens, que le plaignant G. a droit aux prestations de la caisse de pension qu'il revendique. En outre, les frais de procédure furent mis à la charge des Chemins de fer rhétiques, ainsi que ceux du plaignant.



Les fédérations professionnelles d'Allemagne

Le 30^{me} fascicule spécial annexé à la *Reichsarbeitsblatt*, feuille officielle du Ministère du travail du Reich, donne des renseignements sur la situation des fédérations professionnelles. Ce fascicule parut en 1925, mais les données statistiques qu'il contient se rapportent encore, pour autant qu'elles sont complètes, à l'année 1922; des indications plus récentes ne sont fournies que pour quelques fédérations. Le fascicule en cause traite aussi bien des fédérations patronales que des fédérations ouvrières. Les indications concernant les patrons ne comprennent que 8 colonnes, tandis que celles